

Journal de Syrie

N° 45 du 05 au 26.03.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part.

1 Une guerre ?

Yahia Gouasmi : Programmation d'un coup d'État...

Philip Giraldi : L'OTAN contre la Syrie.

L'ingérence occidentale en Syrie en panne d'option crédible à court terme.

Jean Bonnevey : [France-Syrie: diplomatie stupidement manichéenne](#)2 Politique

[Démission de 3 personnalités du Conseil national syrien.](#)

L'ingérence occidentale en Syrie en panne d'option crédible à court terme.

3 Du beurre ... pas des Canons

Analyse

G. Munier/X. Jardez : [La Chine publie un communiqué en six points sur le dossier syrien.](#)

4 Les grandes manœuvres

Michael Kelley : Des forces armées occidentales déjà sur le terrain !

5 Les Parties prenantes

France

Voltairenet : La France ouvre des négociations avec la Syrie pour récupérer ses 18 agents

La guerre secrète de la France contre le peuple syrien.

6 Les institutions

Ligue arabe

[L'Inde et la Ligue arabe partagent une opinion différente sur le dossier syrien](#)

7 Les Pays Arabes & voisins

Arabie saoudite et Qatar

[Arabie saoudite et Qatar "complices des terroristes".](#)

8 Opinion

L'inde

[L'Inde et la Ligue arabe partagent une opinion différente sur le dossier syrien](#)

[Moscou met la communauté internationale devant ses responsabilités à l'égard de l'envoi du terrorisme en Syrie.](#)

9 Les actions dans le monde

Pays

Israël

Tiré à part

Depuis mars 2011, les groupes armés et les organisations terroristes, soutenus par l'Occident, Israël et les pays arabes, cherchent à déstabiliser la Syrie où un grand nombre de civils et d'effectifs militaires ont été tués par les terroristes.

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/173910-le-r%C3%A9gime-isra%C3%A9lien-est-pr%C3%AAt-%C3%A0-soutenir-les-opposants-syriens>

1 Une guerre ?

Yahia Gouasmi : Programmation d'un coup d'État...

Nous avons évoqué, dans nos articles précédents, l'acharnement occidental organisé contre Bachar al-Assad.

Le Président Obama, le Président Sarkozy, le ministre qatari des Affaires étrangères al-Thani et le Président tunisien al-Marzouki, pour ne citer qu'eux, appellent le Président Bachar al-Assad à quitter son peuple et son pays. Voici ce que leur répondait déjà en août 2011, le Président al-Assad : « *De tels propos ne doivent pas être tenus à l'égard d'un Président qui a été choisi par le peuple syrien et qui n'a pas été installé par l'Occident, un Président qui n'est pas fabriqué aux Etats-Unis. Ces paroles se disent à un peuple soumis qui accepte de recevoir des ordres de l'étranger...* ».

Dans son édition du 29 février 2012, le Canard Enchaîné parle d'un « complot barbouzard » destiné à faire tomber le Président syrien ! En marge de la Conférence qui s'est tenue vendredi 24 février à Tunis, des représentants des services de renseignements américains, britanniques, français, turcs, saoudiens et qataris ont participé à une réunion secrète. Pendant leur entrevue, ils auraient évoqué la préparation d'un coup d'Etat. Selon un officier français cité par le journal, « *Le coup d'Etat contre Assad serait la meilleure solution. Il est impossible de répéter le scénario libyen et de bombarder l'armée syrienne qui est plus ferme et plus forte que l'armée de Kadhafi. Les chars syriens marchent en toute liberté dans les villes rebelles et les Nations Unies ne nous donneront pas, cette fois-ci, un feu vert* ».

Ainsi, le rôle de certains pays occidentaux et de certains pays du Golfe dans la crise syrienne n'est plus un secret. Les langues se délient dans les coulisses politiques et médiatiques, dévoilant les actions programmées dans le cadre du grand complot ciblant le régime syrien.

En mars 2011, des bateaux chargés d'armes en provenance du Liban avaient été interceptés par la marine syrienne. Nous avons là un mode opératoire bien rodé : provoquer une « révolution de couleur » comme la CIA et le financier sioniste George Soros savent si bien les organiser en surarmant quelques agitateurs bien payés puis, prétextant une répression, intervenir militairement. Si on ajoute que le gouvernement syrien se tient fermement dans le camp de la Résistance face à l'USraël, on comprend alors que ce pays est, de fait, un pays en guerre depuis longtemps.

Le peuple syrien – qui dans sa grande majorité est resté à l'écart de ces provocations en signe de solidarité avec son Président – ainsi que les mesures du gouvernement (réformes, élections) ont fait échouer cette tentative. Contrairement à ce que nos médias sionisés souhaitent nous faire croire, les manifestations anti-régime rassemblaient, tout au plus, 100 000 opposants. **Nous apprenons ce jour que Baba Amr, quartier de Homs et bastion des insurgés, est bien tombé mercredi 29 février : « L'armée syrienne contrôle la totalité de Baba Amr, les dernières poches de résistance sont toutes tombées »**, rapporte l'AFP qui cite les services de sécurité à Damas.

L'agression contre la Syrie s'inscrit dans le plan de remodelage du Moyen-Orient voulu par le sionisme. Dans le contexte actuel, ces agressions sont présentées comme une « aide » aux « forces démocratiques », mais il n'en ait rien. Ainsi, la destruction du Front de la Résistance (Syrie, Hezbollah, Iran) apparaîtrait comme un prolongement du « Printemps arabe ». Seule la cohésion du peuple syrien et l'intelligence politique de son gouvernement ont permis d'éviter le pire.

Le but ultime de l'USraël est de maintenir et accentuer sa domination, de l'Afrique au Pakistan. La dureté et la duplicité de l'ennemi sont en proportion de l'enjeu : un changement radical dans l'équilibre mondial et la fin de toute une époque...

Yahia Gouasmi (Président du Parti Anti Sioniste

—Source : Parti Anti Sioniste

Philip Giraldi : L'OTAN contre la Syrie.

Une fois Assad parti, on aurait les Sunnites contre les Chiites contre les Alaouites contre les Chrétiens

hd. A mi-décembre déjà, des experts américains ont attiré l'attention sur le fait de fortes influences externes sur les révoltes en Syrie et leurs conséquences.

Les Américains devraient se soucier de ce qui se passe en Syrie, particulièrement du fait que cela pourrait déboucher sur une guerre non déclarée comme en Libye, mais bien plus grave. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton, en a appelé à un changement de régime en prédisant, il y a quelques semaines, une guerre civile. C'est parfaitement plausible dans la mesure où le régime, fortement séculaire et nationaliste de Bashar al-Assad, tomberait. Alors les Sunnites affronteraient les Chiites, lesquels s'en prendraient aux Alaouites. Les Chrétiens du pays seraient la proie des agresseurs. Curieusement, nombre de chrétiens à Damas sont des Irakiens qui ont vécu les derniers moments de la délivrance dans leur pays et durent s'enfuir pour sauver leur vie.

L'OTAN est déjà secrètement engagée dans le conflit de Syrie, la Turquie ayant en mains la direction des opérations en tant que représentant des Etats-Unis. Le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davitoglu, a concédé que son pays était prêt pour une invasion dès lors que les alliés occidentaux seraient unis pour ce faire. L'intervention s'appuierait sur des principes humanitaires, dans le but de protéger la population civile, ce qui se trouverait justifié par la doctrine de la «responsabilité de protéger», déjà utilisée lors de l'intervention en Lybie. Selon des sources turques, l'invasion commencerait par la création d'une zone tampon à la frontière turco-syrienne, puis elle serait étendue. Aleppo, la plus grande et la plus cosmopolite des villes syriennes, en serait le joyau sur lequel les forces d'intervention turques auraient déjà jeté leur dévolu.

Des avions de combat de l'OTAN, sans signe distinctif, apparaissent actuellement sur la base militaire turque d'Iskenderum à la frontière syrienne et amènent tant des armes des arsenaux de Muammar Gaddafi que des volontaires du Conseil provisoire national libyen, lesquels ont quelque expérience de combat contre des soldats entraînés, acquise lors de leurs affrontements avec les soldats de Gaddafi. De plus, Iskenderum est le siège de l'Armée syrienne libre, le bras armé du Conseil national syrien. Des instructeurs français et anglais pour les forces spéciales se trouvent sur place et apportent leur soutien aux rebelles syriens. De leur côté, la CIA et le US Spec Ops [US Special Operations Command; sigle USSOCOM ou SOCOM] fournissent du matériel de communication et des informations des services secrets afin d'aider les rebelles à éviter des concentrations de soldats syriens.

Certains analystes de la CIA expriment leurs doutes quant au déclenchement d'une guerre. Le rapport des Nations Unies, souvent cité, selon lequel 3500 civils auraient été tués par les soldats d'Assad, se base principalement sur la source des rebelles et n'est pas confirmé. L'agence a refusé d'avaliser les exigences. De la même façon les récits de désertions en masse de l'armée syrienne et de combats entre soldats syriens et déserteurs se révèlent être des inventions, alors même qu'on a la confirmation de certaines désertions individuelles. L'affirmation du gouvernement syrien qu'ils sont attaqués par des rebelles armés, entraînés et financés par des gouvernements de pays étrangers paraît assez crédible. Aux Etats-Unis, de nombreux partisans d'Israël souhaitent un changement de régime, estimant qu'une Syrie affaiblie et divisée par une guerre civile ne serait plus une menace pour Tel Aviv. Il faudrait toutefois y réfléchir, car ce genre de développement peut facilement se retourner en son contraire. L'opposition politique la mieux organisée et financée en Syrie sont les Frères musulmans. •

Source: The American Conservative du 19/12/11

(Traduction Horizons et débats)

Philip Giraldi

(ancien collaborateur de la CIA et actuellement directeur responsable du «Council for the National Interest»)

<http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3187>

Après l'insuccès des opposants syriens pour s'attirer le soutien international, de nouvelles révélations font état des tentatives pour armer ces opposants.

Le Conseil d'opposants dit le Conseil national, dans un communiqué lu par Georges Sabra, son porte-parole, a reconnu que certains avaient fourni des aides pour équiper ce qu'il appelé « l'armée libre ». Selon ce communiqué, les opposants ont créé un bureau de coordination à l'aide des pays étrangers pour envoyer des armes aux membres de la dite armée. Le Conseil national syrien avait appelé à fournir davantage d'armes à l'armée libre, à une intervention immédiate arabo-internationale et à la création d'une zone d'exclusion aérienne. Le quotidien Washington Post citant des sources à la Maison blanche a révélé que les Etats-Unis et leurs alliés ont mené de sérieuses négociations sur une option militaire au sujet de la Syrie. Selon ce journal, cette option comprend l'armement de l'opposition, l'envoi de troupes afin de créer une zone sécurisée pour les rebelles ou des frappes aériennes contre la DCA syrienne. Ce alors que d'après un rapport du journaliste de Radio Austen de Norvège qui citait des diplomates européens, le Qatar et l'Arabie saoudite ont conclu des contrats pour l'envoi d'armes à la rébellion. La Turquie, la Belgique et la France ainsi que le régime sioniste sont les signataires de ce contrat d'armement auquel participent également la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. De même selon le quotidien britannique Daily Telegraph, un certain nombre de chefs de tribus irakiennes ont reconnu avoir envoyé leurs combattants pour y mener des opérations militaires contre le régime syrien et appuyer les opposants. Riad Hadad, ambassadeur syrien à Moscou a déclaré lors d'un point de presse que les responsables syriens avaient arrêté un grand nombre d'individus armés dont les aveux seraient diffusés par la télévision après la fin de l'enquête. Selon l'ambassadeur syrien, le gouvernement sait maintenant d'où ces individus sont venus, qui les soutient et comment ils ont réussi à passer les frontières. Indubitablement, l'objectif principal de cet armement arabo-occidental est d'affaiblir l'axe de la résistance et de garantir la sécurité du régime sioniste.

Issac Hertzog, ministre des Services sociaux d'Israël a déclaré que, lors d'une rencontre avec les opposants syriens, ces derniers avaient promis d'établir des relations amicales avec Israël après la chute d'Assad. Ayyoub Kara, vice-Premier ministre israélien en lien avec les opposants syriens, dit que ces derniers sont pour des rapports amicaux avec Israël.

14/03/2012

IRIB-

L'ingérence occidentale en Syrie en panne d'option crédible à court terme.

Le 24 février s'est tenue à Tunis la conférence des "Amis de la Syrie" réunissant 70 pays, y compris l'Inde, qui a décidé d'y assister après avoir reçu une aide pétrolière de Riyad, mais en l'absence de la Russie et de la Chine. Le groupe a reconnu le Conseil national syrien (CNS) comme "un représentant légitime des Syriens qui cherchent un changement démocratique pacifique". Il s'est engagé à fournir "un soutien effectif" à l'opposition, sans plus de précisions et prôné l'instauration de couloirs humanitaire vers Homs pilonnée par l'armée syrienne.

Parallèlement à cette réunion, selon le Canard enchaîné du 29 février des représentants des services de renseignements américains, britanniques, français, turcs, saoudiens et qataris ont participé à une réunion secrète pour préparer un coup d'Etat à Damas pour lequel un budget serait prévu, avec une forte mobilisation des services français, sans garantie toutefois de pouvoir rallier des hauts gradés syriens à ce projet.

De leur côté, les partisans du régime syrien affichent leur optimisme. Le 14 février un article de la Komsmolskaia Pravda égrainait une série de nouvelles triomphalistes : "Le 7 février, une importante délégation russe, incluant les plus hauts responsables du renseignement extérieur, est arrivée à Damas où elle a été accueillie par une foule en liesse (...)Une série d'accords a été conclue pour le retour à la paix.

La Syrie a restitué 49 instructeurs militaires faits prisonniers par l'armée syrienne. La Turquie est intervenue pour faire libérer les ingénieurs et les pèlerins iraniens enlevés, y compris ceux qui étaient détenus par les Français (au passage, le lieutenant Tlass qui les séquestrait pour le compte de la DGSE a été liquidé). La Turquie a cessé tout soutien à l' « Armée syrienne libre », a fermé ses installations (hormis celle située sur la base de l'OTAN à Incirlik), et a livré son chef, le colonel Riad el-Assad.

La Russie, qui s'est portée garante des accords, a été autorisée à réactiver l'ancienne base soviétique

d'interception du mont Qassioum." Puis "les armées nationales non seulement de la Syrie, mais aussi du Liban, ont donné l'assaut des bases de la Légion wahhabite. Au Nord du Liban, un gigantesque arsenal a été saisi à Tripoli et quatre officiers occidentaux ont été faits prisonniers dans le Akkar dans une école désaffectée de l'UNRWA transformée en QG militaire.

En Syrie, le général Assef Chawkat en personne a commandé les opérations. Au moins 1 500 combattants ont été faits prisonniers, dont un colonel français du service technique de communication de la DGSE, et plus d'un millier de personnes ont été tuées."

Les informations ne sont pas toutes fiables. Ainsi par exemple celle selon laquelle le colonel Riad El-Assad a été livré par la Turquie est directement démentie par la dépêche publiée par Le Point quinze jours plus tard qui interviewe ledit colonel... Toutefois l'embarras des Occidentaux et leurs hésitations à suivre les wahabites saoudiens et qatariens dans leurs projets d'intervention en Syrie sont sensibles depuis la réunion de Tunis. Il ne semble pas y avoir de stratégie de rechange sérieuse après la position ferme adoptée par les Russes et les Chinois.

Par ailleurs, divers éléments confirment que le soutien militaire des pétromonarchies et des Occidentaux à l'opposition syrienne armée ne fait pas l'unanimité au Proche-Orient y compris même parmi les alliés potentiels des opposants à Bachar El-Assad. Ainsi dans l'Ouest de l'Irak, alors qu'Al Qaida a appelé au Djihad en Syrie, les chefs tribaux sunnites hostiles au gouvernement de Damas sont beaucoup plus modérés.

Al Arabiya aujourd'hui cite les cheikhs Khaled Khalifa, Hnein, et Ali Ayed qui tous soulignent que l'aide à la guérilla nuira au peuple syrien et que les pétromonarchies devraient plutôt exercer des pressions politiques sur le régime syrien. Au Liban, le Quotidien L'Orient-le-Jour cite aujourd'hui les propos du chef de l'église maronite Mgr Béchara Raï. Celui-ci, qui se défend de soutenir le régime syrien, mais condamne le soutien à la rébellion armée.

« La Syrie, comme d'autres pays, a besoin des réformes que le peuple réclame et que même son président, Bachar el-Assad, avait annoncées depuis mars dernier », estime-t-il. « Il est vrai que le régime du Baas est une dictature, mais il en existe plusieurs sur son modèle dans le monde arabe », a-t-il poursuivi en enchaînant : « Dans tous les pays arabes, la religion de l'État est l'islam, sauf en Syrie où l'on indique seulement que le président doit être musulman sans considérer l'État comme étant islamique. »

« La Syrie est la plus proche d'une démocratie » ajoute-t-il en faisant référence à la liberté religieuse qui y règne. Faisant état de « plans destructeurs établis dans le cadre des politiques internationales », Mgr Raï estime que ce sont « des États et non pas les peuples qui soutiennent financièrement, militairement et politiquement les mouvements intégristes ».

Le patriarche maronite libanais est certes accusé par certains sites de dépendre de Damas mais sa position, comme celle du général Aoun, traduit pour le moins une division des chrétiens libanais sur le dossier syrien (alors que ceux-ci sont traditionnellement proches des positions occidentales).

Pendant ce temps les combats contre les déserteurs de l'Armée de Libération syrienne se poursuivent à Homs et Rastane.

Pour mieux comprendre la situation syrienne, on peut se reporter au rapport d'une mission organisée par le Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) présenté lors d'une conférence de presse à Paris le 10 février dernier (devant des médias arabes notamment, mais L'Humanité était le seul médias français à y assister).

Ce rapport, tout en étant sans concession à l'égard du régime répressif syrien, montre clairement les

enjeux géopolitiques extérieurs qui se sont greffés sur le cas syrien (notamment l'ingérence des Occidentaux et des pétromonarchie), venant compromettre sciemment les chances d'une démocratisation pacifique du pays

<http://www.abidjandirect.net/index2.php?page=poli&id=4249>

« Bien sûr, le peuple ne veut pas la guerre. C'est naturel et on le comprend. Mais après tout ce sont les dirigeants du pays qui décident des politiques. Qu'il s'agisse d'une démocratie, d'une dictature fasciste, d'un parlement ou d'une dictature communiste, il sera toujours facile d'amener le peuple à suivre. Qu'il ait ou non droit de parole, le peuple peut toujours être amené à penser comme ses dirigeants. C'est facile. Il suffit de lui dire qu'il est attaqué, de dénoncer le manque de patriotisme des pacifistes et d'assurer qu'ils mettent le pays en danger. Les techniques restent les mêmes, quel que soit le pays »
Hermann Göring lors de son procès à Nuremberg

« Je construirai une armée du XXI^e siècle et un partenariat aussi puissant que l'alliance anticommuniste qui a remporté la guerre froide, afin que nous demeurions partout à l'offensive, de Djibouti à Kandahar »
Barack Obama, « Renewing American leadership », Foreign Affairs, New York, juillet 2007

Jean Bonnevey : [France-Syrie: diplomatie stupidement manichéenne](#)

Juppé au secours des Islamistes et des journalistes militants

La diplomatie française est borgne. Elle ne voit que d'un œil qui est, de plus, affecté d'une vision faible et trouble. Dans tous les événements assimilés au « printemps arabe » et qui débouchent, comme le remarquent tant d'autres après nous, qui l'avions annoncé, sur des "hiver islamiques", la diplomatie française se range, chaque fois, du côté des rebelles, contre les pouvoirs en place.

Comme si, face à des dictateurs ou dirigeants autoritaires, il ne pouvait y avoir que des démocrates. Ce simplisme imbécile, et fatal, a été pratiqué en Tunisie, en Egypte, puis en Lybie. Chaque fois, il a été démenti par les faits. Cela ne fait rien. On continue. Et tant pis si les conséquences s'annoncent encore pire en Syrie qu'en Lybie.

Juppé doit se trouver cohérent. Il n'est que rigide, "droit dans ses bottes", comme toujours, mais coulé dans le béton de ses certitudes. Il n'a pas changé. A son arrivée à Tunis, pour une drôle de conférence des « amis de la Syrie » qui aurait du s'intituler les « ennemis d'Assad », le ministre des Affaires étrangères a déclaré : « nous considérons le Conseil national syrien comme l'interlocuteur légitime », sans s'engager cependant sur une reconnaissance formelle.

Une "communauté internationale" bancal et contestée

Il ne faut pas désespérer, elle viendra. Or, tout le monde sait que les combattants insurgés sont disparates, divisés et infiltrés par les Islamistes et notamment, Al Qaïda, qui arrive en masse dans le pays, par l'Irak. Les pays réunis à Tunis, auto-proclamés comme toujours « communauté internationale », malgré l'absence de la Russie et de la Chine, ont demandé de nouvelles sanctions et l'arrêt des combats, ou plutôt de la répression.

Le Qatar lui, comme toujours, préconise une intervention dont le but non avoué est de mettre au pouvoir à Damas les fondamentalistes sunnites financés et liés à la très inquiétante monarchie du Golfe au dépend des allouâtes. Une approche qui ne fait pas l'unanimité dans l'opinion arabe.

Les policiers tunisiens ont repoussé, à coups de matraque, des centaines de manifestants syriens et tunisiens qui tentaient de pénétrer dans l'hôtel de la conférence internationale sur la Syrie. « Non au Congrès des ennemis de la Syrie et des ennemis de la nation arabe ! », « C'est un congrès pour les intérêts américains et sionistes », criaient les manifestants. Juppé n'a rien entendu.

Bachar al-Assad n'est pas prêt à quitter le pouvoir et estime qu'il bénéficie d'un important soutien en Syrie, selon un député russe, qui a rencontré le président syrien à Damas. Cet aspect des choses est-il pris en compte par notre si morale diplomatie ?

Le chef de la diplomatie française a, d'autre part, appelé solennellement les autorités de Damas à permettre l'évacuation des journalistes bloqués à Homs, particulièrement la Française Edith Bouvier. Alain Juppé a fait part de son *«inquiétude pour les journalistes emprisonnés à Homs»*, en précisant que des discussions étaient en cours avec le Croissant-Rouge et la Croix-Rouge. Des prisonniers qui sont, tout de même, rentrés clandestinement dans leur cellule. En réalité, centre de communication pour la propagande de leur cause, improvisé par les insurgés.

L'ambassadeur de France à Damas, Eric Chevallier, a regagné son poste d'urgence, plus de deux semaines après avoir été rappelé pour consultations à Paris, en raison de la répression. Un retour qui n'est pas officiellement lié au rapatriement des journalistes; ce que personne ne peut croire. Ce retour en demandeur est un succès pour Damas.

Les journalistes parfois plus militants que témoins

Cela pose la responsabilité du comportement de nos journalistes, dans certains conflits. Ce n'est pas la première fois. Otages ou blessés, ils compliquent les choses et mettent la France en difficulté, toujours pour la bonne cause certes, mais au mépris de certaines règles déontologiques tout de même. Juppé a donc avoué avoir *«demandé à Damas d'organiser l'évacuation»* de la journaliste française blessée à Homs, lors d'un bombardement de cette ville du centre de la Syrie. L'Américaine Marie Colvin, grand reporter du *Sunday Times*, et le Français Rémi Ochlik, photographe de guerre, ont été tués dans le pilonnage d'une maison transformée en centre de presse, dans le quartier de Baba Amr à Homs. La journaliste française Edith Bouvier et le photographe indépendant britannique Paul Conroy ont, également, été blessés dans ce bombardement. Ils ont, tous les deux, demandé leur évacuation dans des vidéos.

Le régime syrien a rejeté toute responsabilité dans la mort des deux journalistes étrangers tués. Il estime que les reporters sont entrés sur le territoire, *« sous leur propre responsabilité »*. Cependant, le gouverneur de Homs a été mandaté pour aider à l'évacuation. Damas a une occasion de se donner le beau rôle, pour une fois. Car les journalistes se sont mis dans un piège, volontairement, pour couvrir les insurgés au plus prêt par le témoignage. Mais aussi par engagement politique.

Philippe Gélie, un des dirigeants du Figaro : parle ainsi d'Edith Bouvier. *«C'est une journaliste freelance et il est rare que nous en embauchions ans ce cas de figure. C'est l'exception. Elle est pleine de talents et a travaillé pour nous à plusieurs reprises, d'abord en Somalie. Elle travaille très bien et dans des endroits rares, rapportant des infos que les autres n'ont pas (...) Très impliquée, ce qui est une qualité qui peut parfois mettre en danger... Un regard intelligent et informé, de valeur, avec le recul qu'il faut, fiable»*.

Voici, de l'autre côté, quelques réflexions (parfois très informées) recueillies sur les sites web de média français. *«Si avant d'entrer illégalement en Syrie, particulièrement à Homs, paraît-il "en passant à travers champs" (quand on connaît Homs on peut se demander comment ils ont pu passer à travers champs (sic) à la barbe de l'armée syrienne ?), ils s'étaient demandé comment ils en sortiraient, surtout en cas d'urgence?»*

Comme le dit un politique, "il n'est pas interdit d'être intelligent..." *quand on est journaliste. Quant à Juppé, qui n'a cessé de vilipender et de traiter Bachar el Assad d'assassin, maintenant il lui demande "solennellement" de laisser évacuer ces mêmes journalistes blessés... Je ne prends parti ni pour l'un ou l'autre camp, bien que connaissant la Syrie, je considère que les médias français se laissent manipuler par les opposants (?) syriens et les supposées ONG. »*

(...) *« De mieux en mieux. Les journalistes occidentaux qui seraient entrés clandestinement en Syrie seraient aujourd'hui "emprisonnés". Mais c'est Ubu roi. M Juppé ferait mieux de négocier sérieusement la libération de la douzaine de membres de la DGSE française faits prisonniers à Homs. Et puis, je crois sérieusement que M. Juppé a besoin de se reposer. Dans quelques semaines, cela sera possible. »*

On souhaite, bien sûr, une fin heureuse aux journalistes piégés à Homs par leur courage, leur imprudence

et leur engagement partial, mais crânement assumé. En tout cas tant que ça ne se gâte pas. Il y a, malgré tout, un problème général pour notre profession et pour ceux qui témoignent, uniquement ou presque, là où ils peuvent militer pour leurs idées politiques et leur vision idéologique des choses.

Jean Bonnevey

Le 26/02/2012

[Nasrallah : un projet de division se trame contre la région.](#)

Le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah a mis en garde contre un projet qui vise à semer les scissions et le chaos dans la région estimant que ce qui se trame pour la Syrie en fait partie. " Nous nous dirigeons vers davantage de trouble, de tension, d'incitation, et toute précipitation pourrait nous coûter cher au Liban, dans le monde arabe et le monde islamique alors que l'occasion se présente plus que jamais devant nos peuples et notre nation pour restituer nos droits, notre souveraineté, sur nos terres, notre pétrole, nos eaux et pour restituer la Palestine, et Jérusalem AlQuds" a-t-il affirmé lors d'une cérémonie organisée par l'association « Nour » (Lumière) pour éradiquer l'analphabétisme au Liban, où il est apparu comme d'accoutumée via l'écran.

Selon lui, les Etats-Unis et avec les Occidentaux et tous ceux qui convoitent les richesses de la région sont en déclin. " C'est pour cela qu'ils veulent nous entraîner avec eux. mais si nous restons debout, fermes, inébranlables, avec un moral haut, unifiés, attachés à nos pays, notre nation verra durant cette décennie une occasion historique pour des changements considérables dans notre région au niveau national".

16/03/2012

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/176411-nasrallah-un-projet-de-division-se-trame-contre-la-r%C3%A9gion>

[L'opposition appelle à une intervention militaire étrangère «urgente».](#)

L'opposition syrienne a appelé lundi à une intervention militaire étrangère «urgente» en Syrie pour mettre fin à la répression menée par le régime, après le dernier massacre à Homs (centre) imputé aux forces gouvernementales.

Le Conseil national syrien (CNS) a appelé «à une intervention militaire internationale et arabe urgente», à la mise en place « d'une zone d'exclusion aérienne » et à des «frappes» contre l'appareil militaire du régime de Bachar al-Assad, dans un communiqué lu lors d'une conférence de presse à Istanbul par l'un de ses dirigeants, George Sabra.

Burhan Ghalioun, le président du CNS, la plus importante coalition de l'opposition syrienne, a pour sa part estimé que «la communauté internationale ne pouvait continuer à faire des promesses vides et la Ligue arabe à publier des communiqués de presse, si elles veulent mettre fin à la violence meurtrière». « Il est temps pour la communauté internationale de prendre des mesures sérieuses et concrètes pour mettre fin à la violence », a-t-il ajouté.

Il a affirmé que de telles mesures pouvaient être prises par le groupe des «Amis de la Syrie», qui s'était réuni fin février à Tunis, faute d'un consensus au Conseil de sécurité de l'ONU où la Russie et la Chine bloquent toute résolution contre le régime syrien.

12/03/2012

http://www.lexpressiondz.com/linformation_en_continue/149938-syrie:-1%27opposition-appelle-%C3%A0-une-intervention-militaire-%C3%A9trang%C3%A8re-%C2%ABurgente-%C2%BB.html

[L'opposition syrienne reconnaît être armée par des pays étrangers.](#)

Plusieurs États étrangers aident l'opposition syrienne à s'armer, a déclaré lundi le porte-parole du Conseil national syrien (CNS, opposition) George Sabra, cité par les médias internationaux.

Selon M.Sabra, l'opposition a créé un bureau de coordination chargé de fournir des armes aux opposants au régime du président Bachar el-Assad avec l'aide de pays étrangers. Le responsable n'a pas cependant précisé où se trouve le bureau ni quels États participent à son fonctionnement.

Les militants de l'opposition syrienne sont réunis au sein de l'Armée syrienne libre (ASL), formée à l'automne 2011 par des déserteurs de l'armée régulière du pays. L'ASL est considérée comme la branche armée du CNS.

Fin février dernier, les médias internationaux ont affirmé, citant un représentant anonyme de l'opposition syrienne, que les combattants de l'ASL recevaient des armes de leurs compatriotes résidant hors de la Syrie, les pays étrangers restant en retrait. Selon les médias, il s'agissait principalement d'armes légères, d'équipements de communication et de dispositifs de vision nocturne.

Le ministre syrien de l'Information Adnan Mahmoud a accusé mardi l'Arabie saoudite et le Qatar d'armer les insurgés.

Depuis la mi-mars 2011, la Syrie est secouée par un mouvement de contestation du régime en place. Selon l'Onu, la répression de la révolte y aurait déjà fait plus de 7.500 morts. En outre, plus de 2.000 policiers et militaires syriens ont été tués par des insurgés.

13/03/2012

Ria Novosti

[Il faut envisager des "frappes ciblées" contre Damas, selon Villepin](#)

Le candidat à la présidentielle et ancien Premier ministre, Dominique de Villepin, a estimé dimanche qu'il était "temps de réfléchir à une action sur le terrain" en Syrie, envisageant des frappes ciblées contre le régime de Bachar al-Assad.

"Il est temps d'agir de façon déterminée, avec la Ligue arabe, pour créer une formation d'intervention humanitaire", a dit M. de Villepin, invité du Soir 3.

"Il ne suffit pas de le dire pour que cela se fasse, il faut un calendrier. Donnons quelques semaines à la communauté internationale pour agir, préparons une alternative, des frappes ciblées", a-t-il enchaîné.

Selon l'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac, "il est temps maintenant de réfléchir à une action sur le terrain, des frappes ciblées à la fois sur les institutions civiles et militaires syriennes".

"Si la menace de la force n'intervient pas, le pouvoir syrien ne modifiera pas son cours", a-t-il expliqué. Dominique de Villepin a en outre estimé, en référence à la victoire de Vladimir Poutine à la présidentielle russe, qu'il existait "une opportunité, c'est le changement -ou la continuité- qui s'installe en Russie".

"Nous devons saisir l'arrivée de Poutine au Kremlin pour envoyer un émissaire (...) et lui dire clairement que les choses ne peuvent pas continuer comme aujourd'hui", a-t-il avancé.

05/03/2012

http://www.villepincom.net/magazine/read/syrie-il-faut-envisager-des-frappes-cibles-contre-damas-selon-villepin-afp-4-mars-2012_5909.html

2 Politique

Les grandes manœuvres

[Démission de 3 personnalités du Conseil national syrien.](#)

Trois personnalités du Conseil national syrien, (opposition soutenue par les arabes et les occidentaux), ont présenté leur démission en raison de "divergences" et de "l'inefficacité" du CNS, ont-ils annoncé mercredi sur leur page Facebook.

La démission des opposants Haitham al-Maleh et Kamal al-Labwani et Catherine al-Telli intervient au moment où l'opposition est critiquée pour son manque d'unité.

Un responsable du CNS contacté par l'AFP a confirmé sous couvert de l'anonymat la démission pour "divergences avec le conseil".

M. Maleh a justifié sa décision en évoquant "le manque d'harmonie et l'absence de travail institutionnel" au sein du CNS ainsi que "le monopole des opinions par Burhan Ghalioun", président du conseil.

Pour sa part, M. Labwani s'en est violemment pris au CNS, estimant que les trois personnalités démissionnaires ne voulaient plus être "complices du massacre du peuple syrien à travers les attermoissements, la tricherie, les mensonges, la surenchère et la monopolisation des décisions".

Il a même accusé le CNS d'être "lié à des agendas étrangers qui cherchent à prolonger la bataille en attendant (...) que le pays soit entraîné dans une guerre civile".

Mme Telli a dénoncé de son côté sur sa page Facebook l'"inefficacité" du conseil "à cause de certaines personnalités et courants politiques".

La fragmentation de l'opposition est l'une des causes avancées par les pays occidentaux pour justifier

leur réticence à armer les rebelles qui cherchent à obtenir la division de la Syrie à l'instar de la Libye. Mardi, le Qatar, l'un des pays arabes les plus critiques du régime syrien, a appelé les pôles de l'opposition à mettre de côté leurs divergences.

"Tout ce que nous souhaitons maintenant, c'est que les pôles de l'opposition se rassemblent, mettent de côté leurs différends et se concentrent sur la manière d'aider leurs frères à l'intérieur" de la Syrie, a estimé le Premier ministre Hamad ben Jassem ben Jaber al-Thani.

14/03/2012

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=54609&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1>

L'ingérence occidentale en Syrie en panne d'option crédible à court terme.

Le 24 février s'est tenue à Tunis la conférence des "Amis de la Syrie" réunissant 70 pays, y compris l'Inde, qui a décidé d'y assister après avoir reçu une aide pétrolière de Riyad, mais en l'absence de la Russie et de la Chine. Le groupe a reconnu le Conseil national syrien (CNS) comme "un représentant légitime des Syriens qui cherchent un changement démocratique pacifique". Il s'est engagé à fournir "un soutien effectif" à l'opposition, sans plus de précisions et prôné l'instauration de couloirs humanitaire vers Homs pilonnée par l'armée syrienne.

Parallèlement à cette réunion, selon le Canard enchaîné du 29 février des représentants des services de renseignements américains, britanniques, français, turcs, saoudiens et qataris ont participé à une réunion secrète pour préparer un coup d'Etat à Damas pour lequel un budget serait prévu, avec une forte mobilisation des services français, sans garantie toutefois de pouvoir rallier des hauts gradés syriens à ce projet.

De leur côté, les partisans du régime syrien affichent leur optimisme. Le 14 février un article de la Komsmolskaia Pravda égrainait une série de nouvelles triomphalistes : "Le 7 février, une importante délégation russe, incluant les plus hauts responsables du renseignement extérieur, est arrivée à Damas où elle a été accueillie par une foule en liesse (...) Une série d'accords a été conclue pour le retour à la paix. La Syrie a restitué 49 instructeurs militaires faits prisonniers par l'armée syrienne. La Turquie est intervenue pour faire libérer les ingénieurs et les pèlerins iraniens enlevés, y compris ceux qui étaient détenus par les Français (au passage, le lieutenant Tlass qui les séquestrait pour le compte de la DGSE a été liquidé). La Turquie a cessé tout soutien à l' « Armée syrienne libre », a fermé ses installations (hormis celle située sur la base de l'OTAN à Incirlik), et a livré son chef, le colonel Riad el-Assad. La Russie, qui s'est portée garante des accords, a été autorisée à réactiver l'ancienne base soviétique d'interception du mont Qassioum." Puis "les armées nationales non seulement de la Syrie, mais aussi du Liban, ont donné l'assaut des bases de la Légion wahhabite. Au Nord du Liban, un gigantesque arsenal a été saisi à Tripoli et quatre officiers occidentaux ont été faits prisonniers dans le Akkar dans une école désaffectée de l'UNRWA transformée en QG militaire. En Syrie, le général Assef Chawkat en personne a commandé les opérations. Au moins 1500 combattants ont été faits prisonniers, dont un colonel français du service technique de communication de la DGSE, et plus d'un millier de personnes ont été tuées."

Ces informations ne sont pas toutes fiables. Ainsi par exemple celle selon laquelle le colonel Riad El-Assad a été livré par la Turquie est directement démentie par la dépêche publiée par Le Point quinze jours plus tard qui interviewe ledit colonel... Toutefois l'embarras des Occidentaux et leurs hésitations à suivre les wahabites saoudiens et qatariens dans leurs projets d'intervention en Syrie sont sensibles depuis la réunion de Tunis. Il ne semble pas y avoir de stratégie de rechange sérieuse après la position ferme adoptée par les Russes et les Chinois.

Par ailleurs, divers éléments confirment que le soutien militaire des pétromonarchies et des Occidentaux à l'opposition syrienne armée ne fait pas l'unanimité au Proche-Orient y compris même parmi les alliés potentiels des opposants à Bachar El-Assad. Ainsi dans l'Ouest de l'Irak, alors qu'Al Qaida a appelé au Djihad en Syrie, les chefs tribaux sunnites hostiles au gouvernement de Damas sont beaucoup plus modérés. Al Arabiya aujourd'hui cite les cheikhs Khaled Khalifa, Hnein, et Ali Ayed qui tous soulignent que l'aide à la guérilla nuira au peuple syrien et que les pétromonarchies devraient plutôt exercer des pressions politiques sur le régime syrien. Au Liban, le Quotidien L'Orient-le-Jour cite aujourd'hui les propos du chef de l'église maronite Mgr Béchara Raï. Celui-ci, qui se défend de soutenir le régime

syrien, mais condamne le soutien à la rébellion armée. « La Syrie, comme d'autres pays, a besoin des réformes que le peuple réclame et que même son président, Bachar el-Assad, avait annoncées depuis mars dernier », estime-t-il. « Il est vrai que le régime du Baas est une dictature, mais il en existe plusieurs sur son modèle dans le monde arabe », a-t-il poursuivi en enchaînant : « Dans tous les pays arabes, la religion de l'État est l'islam, sauf en Syrie où l'on indique seulement que le président doit être musulman sans considérer l'État comme étant islamique. » « La Syrie est la plus proche d'une démocratie » ajoute-t-il en faisant référence à la liberté religieuse qui y règne. Faisant état de « plans destructeurs établis dans le cadre des politiques internationales », Mgr Raï estime que ce sont « des États et non pas les peuples qui soutiennent financièrement, militairement et politiquement les mouvements intégristes ». Le patriarche maronite libanais est certes accusé par certains sites de dépendre de Damas mais sa position, comme celle du général Aoun, traduit pour le moins une division des chrétiens libanais sur le dossier syrien (alors que ceux-ci sont traditionnellement proches des positions occidentales).

Pendant ce temps les combats contre les déserteurs de l'Armée de Libération syrienne se poursuivent à Homs et Rastane.

Pour mieux comprendre la situation syrienne, on peut se reporter au rapport d'une mission organisée par le Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) présenté lors d'une conférence de presse à Paris le 10 février dernier (devant des médias arabes notamment, mais L'Humanité était le seul médias français à y assister). Ce rapport, tout en étant sans concession à l'égard du régime répressif syrien, montre clairement les enjeux géopolitiques extérieurs qui se sont greffés sur le cas syrien (notamment l'ingérence des Occidentaux et des pétromonarchie), venant compromettre sciemment les chances d'une démocratisation pacifique du pays. Il est en ligne ici.

(<http://atlasalternatif.over-blog.com/article-l-ingerence-occidentale-en-syrie-en-panne-d-option-credible-a-court-terme-100782334.html>)

3 Du beurre ... pas des Canons

Analyse

G. Munier/X. Jardez : [La Chine publie un communiqué en six points sur le dossier syrien.](#)

Le ministère chinois des Affaires étrangères a publié dimanche un communiqué en six points pour une solution politique à la question syrienne.

"La Chine suit de près l'évolution de la situation en Syrie et insiste fermement pour que la crise actuelle dans ce pays soit résolue à travers le dialogue politique et de manière pacifique et appropriée. La Chine a déployé à cette fin des efforts inlassables", a déclaré un haut responsable du ministère sous couvert de l'anonymat.

"Il est profondément inquiétant que la situation en Syrie demeure à ce jour si grave", a-t-il poursuivi, rappelant les affrontements violents continus, l'impossibilité de lancer un dialogue politique et le faible espoir d'une solution pacifique à la crise dans le pays.

"La Chine est un pays responsable et ami du peuple arabe, y compris le peuple syrien. La Chine adhère aux buts et aux principes de la Charte des Nations unies et aux normes fondamentales régissant les relations internationales", a-t-il ajouté.

"La Chine s'engage à maintenir l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie, la paix et la stabilité au Moyen-Orient, ainsi que la paix et la tranquillité du monde entier", a fait remarquer le responsable.

Selon lui, la Chine appelle au respect de six points pour résoudre au plus tôt et de manière politique la question syrienne :

- 1) Le gouvernement syrien et les parties concernées doivent immédiatement, complètement et sans condition cesser tout acte de violence, en particulier à l'encontre des civils innocents. Les diverses factions politiques en Syrie doivent exprimer leurs aspirations politiques par le biais de moyens non violents.
- 2) Le gouvernement syrien et les diverses factions doivent garder à l'esprit les intérêts fondamentaux et à long terme du pays et du peuple, lancer immédiatement un dialogue politique inclusif, sans conditions

préalables ou résultats prédéterminés, à travers la médiation impartiale de l'envoyé spécial conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe (AL). Ils doivent se mettre d'accord sur une feuille de route complète et détaillée et un calendrier pour la réforme par des consultations et les mettre en oeuvre au plus tôt afin de rétablir la stabilité et l'ordre public dans le pays.

3) La Chine soutient le rôle leader des Nations unies dans la coordination des efforts de l'aide humanitaire et insiste pour que, sous condition du respect de la souveraineté syrienne, l'ONU ou un organe neutre accepté par toutes les parties concernées mène une évaluation objective et complète de la situation humanitaire en Syrie et assure la livraison et la distribution de l'aide humanitaire. La Chine est prête à offrir de l'aide humanitaire au peuple syrien.

Nous nous opposons à toute tentative visant à interférer dans les affaires intérieures de la Syrie sous prétexte de questions "humanitaires".

4) La communauté internationale doit respecter l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie et le droit du peuple syrien de choisir de façon indépendante son système politique et son mode de développement, créer des conditions favorables et fournir l'aide nécessaire et constructive au lancement du dialogue entre les diverses factions politiques en Syrie et respecter les résultats du dialogue.

La Chine n'approuve aucunement l'ingérence militaire ou les actions extérieures pour "un changement de régime" en Syrie et est convaincue que l'utilisation ou la menace de sanctions n'est pas favorable à la résolution de la question de manière appropriée.

5) La Chine salue la nomination de l'envoyé spécial conjoint sur la crise syrienne par l'ONU et l'AL et soutient son rôle constructif pour une résolution politique à cette crise.

La Chine soutient les efforts actifs déployés par les pays arabes et l'AL pour promouvoir une solution politique à la crise.

6) Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU doivent aborder la question syrienne dans le strict respect des buts et principes de la Charte des Nations unies et des normes fondamentales régissant les relations internationales.

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine est prête à assumer fermement ses responsabilités et à s'engager dans des consultations complètes et sur un pied d'égalité avec les autres parties pour une solution politique à la crise syrienne, afin de sauvegarder l'unité au sein du Conseil de sécurité.

04/03/2012

© G. Munier/X. Jardez

Publié le 6 mars 2012 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

<http://french.cri.cn/781/2012/03/04/462s272364.htm>

4 Les grandes manœuvres

Michael Kelley : Des forces armées occidentales déjà sur le terrain !

(Revue de presse : Extraits, Business Insider – 6/3/12).

Des Forces d'Opérations Spéciales américaines sont sur le terrain en Syrie, depuis décembre dernier et Chypre est la principale base pour une attaque aérienne contre le régime de Bachar al-Assad, selon des sources données par *WikiLeaks*. Un courriel daté du 7 décembre d'un analyste de Stratfor, dont une des sources serait un conseiller de Erdogan l'affirme.

Stratfor a fourni des informations confidentielles à de nombreuses agences gouvernementales US dont le Département pour la Sécurité intérieure, les Marines et l'Agence du Renseignement de l'Armée.

Cet analyste rapporte qu'il a passé un après-midi au Pentagone avec des groupes d'études stratégiques - « *des gars qui passent leur temps à comprendre et expliquer au Chef des forces armées US la situation dans la zone où ils opèrent* » - comprenant quatre militaires au niveau de lieutenant colonel dont un Français et un Britannique.

« *Après une discussion de quelques heures, ils ont déclaré sans les nommer que les SOF - Special Operations Forces -, (vraisemblablement des Usa, de la France, de la Grande Bretagne, de la Turquie et de la Jordanie) sont en place pour des opérations de reconnaissance et d'entraînement des forces d'opposition... On leur a demandé de préparer des plans d'urgence et d'être prêts pour attaquer dans*

deux ou trois mois, mais ils ont souligné qu'il s'agissait d'un plan d'urgence et non d'un pas vers l'escalade » .

(...)

« La principale base qu'ils vont utiliser se trouve à Chypre d'où décolleront les Britanniques et les Français. Ils ont souligné que des stocks importants y sont entreposés et que de nombreuses missions de reconnaissance en partent... Il semble cependant que la confusion règne en ce qui concerne l'intérêt d'une intervention militaire débutant par une campagne aérienne». (...)

Traduction: Xavière Jardez

Article original: Leaked Stratfor emails: Source Says Several Countries Already Have Forces In Syria
http://articles.businessinsider.com/2012-03-06/news/31125755_1_syrian-president-bashar-assad-cyprus-turkey

© G. Munier/X. Jardez

Source : France Irak - Vendredi 9 mars 2012

(revue de presse : *Extraits, Business Insider* – 6/3/12).

Publié le 11 mars 2012 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

Liban :

Arrestation d'un groupe armé qatari qui tentait d'entrer en Syrie

Les forces sécuritaires ont arrêté lundi une voiture conduite par un salafiste originaire d'Ersal dans la Békaa, qui essayait d'entrer en Syrie à travers la frontière, a révélé une source sécuritaire. Quatre personnes armées, venues du Qatar à travers l'aéroport international de Beyrouth après s'être restées à l'hôtel Quality au Nord du Liban, se trouvaient également à bord de la voiture. Dans un entretien au quotidien Al-Binaa, la même source a indiqué que le groupe armé possédait des téléphones mobiles. "Après l'examen par les forces sécuritaires, les appareils se sont avérés portant des segments qui servent à la fabrication des EEI (Engins Explosifs Improvisés), et des cartes pour des sites militaires syriens", a-t-elle ajouté. La source a également signalé que davantage de faits seront exposés durant les prochaines heures, concernant l'activité de ce groupe et ses dirigeants. "L'ambassadrice américaine au Liban Maura Connelly supervise directement la salle d'opérations de l'ambassade américaine à Awkar, pour assurer le trafic d'armes et infiltrer les militants en Syrie, ont rapporté des sources diplomatiques à Beyrouth au même quotidien.

Les sources ont affirmé que des opérations similaires se font dans les ambassades américaines des pays voisins à la Syrie, surtout en Jordanie et en Turquie. "Ces opérations sont coordonnées directement et continuellement par les services de renseignements turcs, français, saoudiens et qataris", ont expliqué les sources diplomatiques au quotidien Al-Binaa.

14/03/2012

IRIB

Turquie

40 agents secrets turcs entraînés par le Mossad capturés en Syrie.

La Turquie a mené la semaine dernière d'intenses négociations avec la Syrie pour assurer leur libération [...] (Zvi Bar'el et DPA, [Report: U.S. drones flying over Syria to monitor crackdown](#), Haaretz, 18 février 2012.)

Leur libération serait accordée en échange de transfuges syriens actuellement en Turquie, précise Haaretz. De plus, la Syrie poursuivrait les négociations à condition que la Turquie bloque sur son territoire « le transfert d'armes et le passage de soldats de l'Armée syrienne libre » vers la Syrie.

Selon des sources turques, la Turquie refuserait les demandes syriennes et s'apprêterait à durcir le ton envers le gouvernement Assad, ajoute le quotidien.

Le quotidien hébreu rapporte que les agents turcs auraient confessé aux autorités syriennes avoir été entraînés par le Mossad israélien, dont ils auraient reçu « l'ordre de mener des attaques à la bombe afin de porter atteinte à la sécurité de la Syrie ». (*Ibid.*) L'un des agents aurait affirmé que le « Mossad entraîne des soldats de l'Armée syrienne libre ». (*Ibid.*) Des agents du service de renseignement israélien

auraient par ailleurs formé des représentants d'Al-Qaïda en Jordanie afin de les envoyer attaquer la Syrie.

Ces témoignages corroborent plusieurs informations, incluant des sources du renseignement israélien, indiquant la participation du Mossad dans l'insurrection armée en Syrie. Plusieurs reportages mentionnent également l'implication de la CIA et du MI6 britannique, ainsi que de troupes spéciales européennes et étasuniennes.

Le 22 février 2012

Julie Lévesque & Mondialisation :

Julie Lévesque a contribué à ce reportage

5 Les Parties prenantes

France

Voltaire.net : La France ouvre des négociations avec la Syrie pour récupérer ses 18 agents

Le 13 février 2012, Thierry Meyssan révélait sur la première chaîne de télévision russe que la Syrie avait fait prisonniers une douzaine de militaires français. Le Réseau Voltaire est en mesure de confirmer qu'au 26 février, le nombre de prisonniers français s'élève à 18 (dix-huit).

Si Paris admet qu'ils ont agi en mission, ils bénéficieront du statut des prisonniers de guerre et seront protégés par la Convention de Genève, mais si Paris dénie les avoir envoyés, ils seront considérés comme des civils étrangers, ils seront jugés en Syrie pour leurs crimes et encouront la peine de mort. La France a ouvert trois canaux de négociation via la Fédération de Russie, les Émirats arabes unis et le Sultanat d'Oman.

L'ambassadeur de France, Éric Chevallier, est reparti le 23 février d'urgence à Damas.

Kofi Annan a été appelé comme médiateur par l'ONU et la Ligue arabe.

Conscient de l'usage qu'il peut faire de ces prises en période électorale française, Damas a demandé aux médias publics syriens de ne pas aborder cette affaire pour le moment. Il se réserve ainsi la possibilité de la traiter en secret si cette option est plus avantageuse. Tout en admettant le caractère exceptionnel de cette situation, les journalistes syriens, qui se sont rapidement habitués à la liberté d'expression garantie par la nouvelle loi sur la presse, déplorent que des limites soient à nouveau posées pour des motifs de sécurité nationale.

Si les négociations restent secrètes, la France devra payer en sous-main des indemnités de guerre particulièrement lourdes, soit en numéraire, soit sous forme de privilèges économiques. Si elles deviennent publiques, la France peut espérer des indemnités moins onéreuses, mais Nicolas Sarkozy et Alain Juppé devront s'expliquer devant leurs concitoyens. Leur camp hypothéquerait alors ses chances de gagner l'élection présidentielle, le président risquant même d'être traduit devant la Haute Cour (articles 35 et 68 de la Constitution).

Dans l'affaire du *Rainbow Warrior* (1985), où il y avait eu un bateau coulé et une personne tuée, la France avait présenté des excuses officielles, puis avait payé des indemnités de 7 millions de dollars à la Nouvelle-Zélande et de 8,16 millions de dollars à Greenpeace. Surtout, Paris avait dû autoriser l'importation d'ovins néo-zélandais détruisant en partie sa propre filière ovine. En échange, les deux agents français prisonniers avaient été libérés. Ironie de l'Histoire, Laurent Fabius, le Premier ministre dont le gouvernement avait ordonné l'attaque du *Rainbow Warrior* est pressenti comme ministre des Affaires étrangères de François Hollande, en cas d'élection du candidat socialiste à la présidence de la République. Ce dernier est l'ex-beau-frère du lieutenant-colonel Gérard Royal, le commandant de cette opération.

Dans la guerre secrète contre la Syrie, la France et ses alliés sont responsables d'un conflit ayant entraîné la mort d'au moins 3 000 soldats syriens et 1 500 civils, auxquelles s'ajoutent des pertes économiques et des sabotages d'infrastructures estimés à au moins 3 milliards de dollars.

Sur le même sujet :

☞ La guerre secrète de la France contre le peuple syrien », *Réseau Voltaire*, 22 février 2012.

☞ Fin de partie au Proche-Orient », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 14 février 2012.

☞ [Syrie : 5 questions à Thierry Meyssan](#) », *Voltaire Network TV*, YouTube, 14 février 2012.

<http://www.voltairenet.org/La-France-ouvre-des-negociations>

La guerre secrète de la France contre le peuple syrien.

Lors de la prise du bastion insurgé dans le quartier de Bab Amr, à Homs, l'armée syrienne a fait plus de 1 500 prisonniers, dont une majorité d'étrangers. Parmi ceux-ci, une douzaine de Français ont requis le statut de prisonnier de guerre en déclinant leur identité, leur grade et leur unité d'affectation. L'un d'entre eux est colonel du service de transmission de la DGSE.

En armant la Légion wahhabite et en lui fournissant des renseignements satellitaires, la France a conduit une guerre secrète contre l'armée syrienne, qui a fait plus de 3 000 morts dans les rangs, et plus de 1 500 morts parmi les civils, en dix mois de combats.

Ces informations ont été partiellement dévoilées par Thierry Meyssan lors d'une intervention sur la première chaîne de télévision russe, le lundi 13 février 2012 ;

puis dans [un article publié le mardi 14 par Komsomolskaïa Pravda](#) ;

enfin dans [une vidéo de Voltaire Network TV](#).

La France a sollicité l'aide de la Fédération de Russie pour négocier avec la Syrie la libération des prisonniers de guerre.

Le Réseau Voltaire n'a pas trouvé d'éléments permettant de confirmer les imputations selon lesquelles 120 Français auraient été faits prisonniers à Zabadani. Cette rumeur semble être une exagération de nos informations et paraît sans fondement.

Suite sur <http://www.voltairenet.org/La-guerre-secrete-de-la-France>

Dimanche dernier, il y a eu un grand moment sur France Inter avec **Stéphane Paoli** qui a fait une heure entière d'émission de radio pour raconter "l'indicible"... Il faut le faire. Il l'a fait ; avec **Bernard Guetta** qui bafouillait à force de chercher des accents de sincérité pour "l'indicible". Les acolytes* de service ce jour-là étaient touchants aussi.

On peut écouter et tenter d'entendre l'indicible ici :

<http://www.franceinter.fr/emission-3d-le-journal-syrie-l-horreur-quotidienne-et-l-union-europeenne-veut-elle-de-la-grece> .

Comme disait l'autre : Indicible n'est pas français !

* "acolyte : latin ecclésiastique *acolytatus*, du grec *akolouthos* "suivant, serviteur".

1. Clerc élevé à l'acolytat, dont la fonction est de servir à l'autel".

Etc. (Dictionnaire de la langue française Robert, vol. 1, p.88.)

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 22 février 2012

Henry Samuel, Paris, et Amy Willis : Treize officiers français capturés par l'armée syrienne.

Treize officiers de l'armée française ont été capturés par les forces syriennes, selon le journal libanais Daily Star, le premier média mainstream à avoir évoqué les rumeurs faisant état de la présence de troupes occidentales sur le terrain.

Le ministre des Affaires étrangères dément ces informations, arguant qu'aucun soldat français n'a mis le pied sur le sol syrien.

Mais le ministre de la Défense est moins catégorique, disant qu'il ne confirme ni ne dément ces allégations.

Un photographe qui a pu s'échapper de la ville syrienne assiégée de Homs a lui aussi démenti les informations selon lesquelles des soldats français seraient intervenus pour sécuriser son évacuation et celle de trois autres reporters occidentaux.

Le rapport est sorti lundi, lorsque la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge arabe syrien ont pu rejoindre deux faubourgs de Homs pour y distribuer de la nourriture et des couvertures aux civils, dont certaines familles avaient fui les quartiers de Baba Amr où les combats se poursuivent.

Leurs équipes ne semblent pas avoir été autorisées à pénétrer dans le quartier de Bab Amr lui-même.

« Nous sommes présents dans les faubourgs de al-Inshaat et al-Tawzii. Al-Inshatt est le plus proche de Baba Amr. Évidemment, la population locale a grand besoin d'aide, puisque le quartier a subi lui aussi les violences, mais de nombreuses familles qui ont fui Baba Amr y ont été accueillies, » a expliqué Hicham Hassan, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (ICRC).

Un convoi de l'ICRC emportant de la nourriture « pour plusieurs milliers de personnes » et d'autres fournitures est également arrivé à Homs depuis Damas, c'est le deuxième en une semaine, a-t-il expliqué.

Il semble également que l'envoyé de Kofi Annan en Syrie doit arriver à Damas le 10 mars.

L'information des officiers français sur le sol syrien émane du Daily Star, un journal réputé de Beyrouth. Le Daily Star cite une source palestinienne pro-syrienne basée à Damas, faisant état de troupes françaises retenues dans un hôpital à Homs.

La source indique que des responsables à Paris et à Samas tentent de trouver un arrangement sur le sort de ces soldats français.

Aucune explication n'a été donnée sur les raisons de la présence de ces troupes françaises en Syrie, ni sur la possibilité qu'ils fassent partie d'un contingent plus important. Il n'a pas été possible de vérifier ces informations.

Un porte-parole du ministre français des Affaires étrangères a expliqué : « Nous démentons toute présence de troupes françaises sur le sol syrien. » Un autre porte-parole du ministère de la Défense a pour sa part déclaré : « Nous n'avons aucune information là-dessus. Nous ne confirmons pas, et ne démentons pas. »

Damas n'a pas fait de commentaire sur la présence de soldats français sur son sol.

Cependant, le secrétaire général de l'OTAN, Andres Fogh Rasmussen, a dit le mois dernier qu'il n'avait aucune intention d'intervenir dans ce pays comme cela avait été le cas pour la Libye. « Non, je ne pense pas [que nous ayons à intervenir], car la Syrie est aussi une société différente, bien plus complexe aux niveaux ethnique, politique, religieux. C'est pourquoi je crois qu'une solution régionale doit être trouvée, » a-t-il déclaré. Homs, située à 35 km de la frontière libanaise, reste un terrain de bataille stratégique avec les forces loyales au président Bashar al-Assad qui poursuivent leurs bombardements incessants de la zone, et les manifestants qui continuent de protester contre le dictateur tyrannique. Des militants ont affirmé hier qu'au moins douze personnes, dont trois enfants et trois femmes, avaient trouvé la mort dimanche dans des bombardements à Rastan, une banlieue de Homs. Par ailleurs, des hommes d'un autre quartier, Baba Amr, ont été blessés et 10 d'entre eux ont été alignés contre un mur et exécutés, selon des militants et des réfugiés. La journaliste française Édith Bouvier a réussi à s'enfuir de Syrie avec trois autres personnes la semaine dernière après avoir été blessée à la jambe lors de ce que certains reporters ont appelé une « attaque ciblée ».

Marie Colvin, une reporter du Sunday Times, a été tuée lors d'un bombardement le 22 février en même temps qu'un photoreporter français, Remi Oschlik. Ils travaillaient au centre de presse improvisé dans le quartier lorsqu'ils ont été frappés.

Le rapport ne dit pas si des troupes françaises ont pris part à la mission d'évacuation des reporters qui avaient été mis à l'abri dans une maison pendant une semaine après le bombardement meurtrier.

Mais une interview ce matin par France Inter du photographe français William Daniels qui s'est échappé avec Édith Bouvier, a nié tout contact avec des troupes françaises.

« Je n'ai eu aucun contact avec des soldats français pendant cette opération. Nous avons seulement vu des Syriens de l'Armée (rebelle) syrienne libre. Nous leur devons notre salut, » a-t-il déclaré.

Il a ajouté : « Nous n'avons pu contacter personne (parmi les autorités françaises) pendant toute la durée de notre séjour, puisqu'il n'y avait pas de lignes téléphoniques, et évidemment pas d'Internet ni de téléphones-satellites, et de toute façon nous n'aurions pas pu utiliser un téléphone-satellite, car cela aurait permis (à l'armée syrienne) de nous localiser. »

Les récits de la fuite ne mentionnent que l'aide des rebelles, bien que l'ambassadeur de France, Éric Chevallier, soit retourné à Damas la semaine dernière pour discuter de l'évacuation sécurisée des journalistes.

La France a annoncé vendredi qu'elle fermait son ambassade, du fait que les combats se poursuivaient dans la région. La Grande-Bretagne a déjà évacué son ambassade.

Source : <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/syria/9122749/Thirteen-French-officers-captured-by-Syrian-Army.html>

Traduction GV

En lien avec cet article :

[L'OTAN et la CIA arment en cachette les rebelles syriens afin d'affaiblir l'Iran](#) par Daan de Wit,

DeepJournal, le vendredi 27 janvier 2012

(en anglais) [Coleen Rowley : VIPS Memo to Obama : Avoid Another Long War](#) par Coleen Rowley, sur xydo.com, le 4 janvier 2012

[SYRIE : Lettre ouverte au président de la Ligue des droits de l'homme](#) par Michel Dakar, mondialisation.ca, le 27 janvier 2012

[Les USA envoient un très vieux porte avions vers l'Iran...](#) par Papinette, sur AgoraVox, le 27 janvier 2012

Et aussi nos R-News :

[Sibel Edmonds : Mais au fait, l'OTAN, c'est quoi exactement ?](#) par Sibel Edmonds, sur son blog BoilingFrogs, le 8 décembre 2011

[Programme nucléaire de l'Iran : on recycle la propagande orchestrée pour la guerre en Irak \(Democracy Now !\)](#) Interview de Seymour Hersh par Amy Goodman, sur DemocracyNow !, repris en français par Le Grand Soir, le 30 novembre 2011

[Toute l'Europe sous le poids du « bouclier » USA/OTAN](#) par Manlio Dinucci et Tommaso Di Francesco, Edition de samedi 26 novembre 2011 de il manifesto, paru sur mondialisation.ca

[Administration américaine : y aurait-il une pieuvre ?](#) | Sibel Edmonds et Philip Giraldi pour The American Conservative | 30 sept. 2009.

[Obama déterre le bouclier](#) (2e partie d'article) | paru en français sur mondialisation.ca, le 21 nov. 2010
Le fait que le Daily Telegraph le reprenne ne valide pas nécessairement l'information (d'ailleurs ils disent eux-mêmes qu'ils n'ont pas pu la vérifier), mais disons qu'ils lui accordent suffisamment de crédit pour la publier, au contraire des médias français.

Une autre source d'information, publiée par mondialisation.ca ([La nouvelle de l'arrestation des officiers français en Syrie est quasi officielle](#)) nous fait part d'un email de l'ancien colonel français Alain Corvez, qui écrit : "Que feront-ils dans cette impasse ? Nos soldats sont davantage envoyés dans des pays pour défendre des intérêts qui ne sont pas les nôtres, mais ceux des Etats-Unis,... En tout cas, cette situation pourrait exploser à la face des candidats à la présidentielle française et changerait les données, même si certains candidats ont observé un silence à l'égard de ce sujet"

A suivre donc... (sur les médias alternatifs comme AgoraVox, ReOpen911 ou VoltaireNet, car les médias se gardent bien d'en parler)

[The Telegraph](#), le 5 mars 2012

Traduction GV

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29429>

www.Mondialisation.ca

6 Les institutions

Ligue arabe

[L'Inde et la Ligue arabe partagent une opinion différente sur le dossier syrien](#)

L'Inde et la Ligue arabe ont eu d'importants différends sur le dossier syrien lors de discussions tenues à l'occasion de la visite du ministre indien des Affaires extérieures S.M. Krishna, samedi au Caire, a rapporté dimanche le quotidien indien The Hindu.

M. Krishna et le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil El-Araby, ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'aspect essentiel du dossier syrien, le sort du président syrien Bachar al-Assad.

La Ligue arabe, citant la Constitution syrienne, a demandé à M. Al-Assad de démissionner et de transférer le pouvoir à son adjoint et à un gouvernement d'unité nationale.

Mais l'Inde estime qu'il incombe aux Syriens eux-mêmes de choisir comment résoudre la crise et a ajouté qu'une intervention étrangère de toute sorte serait inutile, apprend-on du rapportage.

04/03/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/03/04/442s272412.htm>

7 Les Pays Arabes & voisins

Arabie saoudite et Qatar

[Arabie saoudite et Qatar "complices des terroristes"](#).

L'Arabie saoudite et le Qatar assument une responsabilité dans les attaques terroristes perpétrées contre le peuple syrien, a déclaré mardi le ministre syrien de l'Information Adnan Mahmoud cité par l'agence Sana.

"Certains pays, tels que le Qatar et l'Arabie saoudite, qui financent les groupes armés et leur fournissent des armes (...), sont complices des terroristes visant l'ensemble du peuple syrien et assument ainsi une

responsabilité dans l'effusion de sang", a déclaré M.Mahmud.

Lundi dernier, le ministère syrien de l'Information a annoncé que les groupes armés opérant dans le pays enlèvent et tuent les civils afin de déséquilibrer davantage la situation et de discréditer les forces gouvernementales aux yeux de la communauté internationale.

Selon les autorités, les images de civils assassinés dans la ville de Homs, diffusées par les chaînes satellitaires qui affirment qu'il s'agit de victimes de l'armée syrienne, montrent en fait les personnes capturées et assassinées par les terroristes, qui ont ensuite déposé les corps dans les régions contrôlées par les forces fidèles au président el-Assad.

13/03/2012

Ria Novosti

Liban

[Arrestation de 39 Syriens armés infiltrés au Liban.](#)

L'armée libanaise a arrêté hier 39 Syriens armés, qui se sont infiltrés dans les territoires libanais à travers la région de Kaa dans la Békaa. De même, elle a saisi de grandes quantités d'armes trafiquées.

L'armée syrienne a mené une vaste opération près de la frontière libanaise, ce qui a causé la fuite des centaines de Syriens en direction des territoires libanais, rapporte le quotidien libanais Al Binaa citant des sources informées.

L'armée libanaise a arrêté un bon nombre d'infiltrés armés, recherche toujours les fugitifs et aide les déplacés non armés, ont ajouté les sources.

L'armée a également saisi un camion d'armes qui essayait d'entrer en Syrie à travers Wadi khaled, a souligné le journal.

05/03/2012

IRIB

8 Opinion

L'Inde

[L'Inde et la Ligue arabe partagent une opinion différente sur le dossier syrien](#)

L'Inde et la Ligue arabe ont eu d'importants différends sur le dossier syrien lors de discussions tenues à l'occasion de la visite du ministre indien des Affaires extérieures S.M. Krishna, samedi au Caire, a rapporté dimanche le quotidien indien The Hindu.

M. Krishna et le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil El-Araby, ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'aspect essentiel du dossier syrien, le sort du président syrien Bachar al-Assad.

La Ligue arabe, citant la Constitution syrienne, a demandé à M. Al-Assad de démissionner et de transférer le pouvoir à son adjoint et à un gouvernement d'unité nationale.

Mais l'Inde estime qu'il incombe aux Syriens eux-mêmes de choisir comment résoudre la crise et a ajouté qu'une intervention étrangère de toute sorte serait inutile, apprend-on du rapportage.

04/03/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/03/04/442s272412.htm>

[L'Inde et la Ligue arabe partagent une opinion différente sur le dossier syrien](#)

L'Inde et la Ligue arabe ont eu d'importants différends sur le dossier syrien lors de discussions tenues à l'occasion de la visite du ministre indien des Affaires extérieures S.M. Krishna, samedi au Caire, a rapporté dimanche le quotidien indien The Hindu.

M. Krishna et le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil El-Araby, ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'aspect essentiel du dossier syrien, le sort du président syrien Bachar al-Assad.

La Ligue arabe, citant la Constitution syrienne, a demandé à M. Al-Assad de démissionner et de transférer le pouvoir à son adjoint et à un gouvernement d'unité nationale.

Mais l'Inde estime qu'il incombe aux Syriens eux-mêmes de choisir comment résoudre la crise et a ajouté qu'une intervention étrangère de toute sorte serait inutile, apprend-on du rapportage.

04/03/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/03/04/442s272412.htm>

5 Russie

[Poutine: Les faits en Syrie sont complètement différents des informations rapportées par les agences d'information mondiales](#)

Le 1er ministre russe, Vladimir Poutine, a souligné la différence entre ce qui passe sur le terrain en Syrie et les informations rapportées par les agences d'information mondiales "qui se livrent à la sélection concernant les nouvelles sur la Syrie", a-t-il dit. Il a fait noter que la politique de la Russie prend en compte des faits réels et non pas des informations publiées par la presse occidentale. Citant Poutine, le site Internet "La Russie aujourd'hui" a indiqué que Moscou ne défendait aucune partie en Syrie en se basant sur une position de principe vis-à-vis de la crise dans ce pays. "L'objectif de la politique de la Russie consiste à cesser la violence et à convaincre toutes les parties à se mettre sur la table du dialogue et discuter des réformes politiques, a clarifié Poutine.

Il a fait noter que la Russie avait voté contre la résolution du Conseil de sécurité sur la Syrie parce que cette résolution appelle les forces syriennes à se retirer des villes syriennes sans jamais faire état de l'opposition syrienne armée .

03/03/2012

IRIB

[Moscou met la communauté internationale devant ses responsabilités à l'égard de l'envoi du terrorisme en Syrie.](#)

En poursuivant l'ignorance des informations successives sur l'action d'al-Qaïda et ses actes terroristes en Syrie, le délégué russe aux Nations Unies, Vitali Tchourkine, a mis la communauté internationale une nouvelle fois devant ses responsabilités présumées dans la lutte contre le terrorisme, et ce, via la présentation de nouvelles preuves sur l'accès en Syrie des éléments terroristes entraînés en dehors des frontières syriennes.

Simultanément avec les informations russes, l'AFP a indiqué qu'un journaliste travaillant chez elle et qui avait passé une semaine à Homs avait reconnu avoir constaté des terroristes et des extrémistes arabes qui combattaient contre le gouvernement syrien. La même chose a été confirmée par le 1er ministre irakien, Nouri Maliki, qui a fait noter que des éléments d'al-Qaïda s'infiltrèrent de l'Irak en direction de la Syrie. Alors que Washington prétend qu'elle est contre l'armement de l'opposition syrienne après sa certitude que des éléments d'al-Qaïda l'épaulent, des sources médiatiques soulignent que Washington facilite à ses agents dans les pays de Golfe d'armer cette opposition.

09/03/2012

IRIB

[Printemps arabe: Moscou met en garde contre le détournement des résolutions de l'Onu.](#)

Dans le contexte du printemps arabe, toute tentative d'outrepasser les résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu est inacceptable, a déclaré lundi à New York le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Nous nous intéressons aujourd'hui (...) à l'aspect international du printemps arabe. A mon avis, nous pouvons déjà en tirer quelques conclusions. Quels que soient les objectifs fixés (...), ils ne peuvent être atteints ni par l'induction en erreur de la communauté internationale, ni par la violation des résolutions de l'Onu", a-t-il déclaré de la tribune du Conseil de sécurité.

Selon le chef de la diplomatie russe, le fait d'outrepasser les résolutions porte préjudice à l'autorité et à la réputation du Conseil de sécurité de l'Onu.

"Cela concerne l'Otan qui s'est engagé à assurer une zone d'exclusion aérienne en Libye, mais qui sur le terrain a procédé à des bombardements intensifs. Il est regrettable que les informations sur les victimes civiles de ces raids ne soient toujours pas examinées", a poursuivi le ministre.

Ce dernier est persuadé que "toute ingérence militaire étrangère augmente le risque de voir proliférer des armes illicites et, par conséquent, crée un risque de déstabilisation régionale".

Craignant une réédition du scénario libyen, la Russie et la Chine s'opposent à l'adoption de toute résolution condamnant la répression en Syrie par le Conseil de sécurité de l'Onu.

12/03/2012

<http://fr.rian.ru/world/20120312/193875818.html>

[Lavrov : Le gouvernement syrien affronte des gangs armés et des éléments d'al-Qaïda](#)

New York / Le ministre russe des Affaires Etrangères, M. Sergueï Lavrov, a indiqué que le gouvernement syrien luttait contre des gangs armés et des éléments d'al-Qaïda qui perpétreraient des crimes abominables en Syrie.

Dans une allocution prononcée au cours d'une réunion tenue aujourd'hui au Conseil de sécurité international pour examiner la situation au Moyen-Orient, M. Lavrov a indiqué que la poursuite des appels à une intervention militaire en Syrie menaçait de faire exposer la région au danger, au chaos et aux conflits.

De même, M. Lavrov a souligné la nécessité d'établir un Etat palestinien indépendant pour réaliser les ambitions du peuple palestinien.

Il a ajouté que la situation dans la région resterait tendue tant qu'il n'existe pas de règlement juste pour le conflit arabo-israélien.

12/03/2012

<http://www.sana.sy/fra/55/2012/03/12/405673.htm>

[L'armée russe restera à l'écart du conflit syrien \(Moscou\)](#)

L'armée russe ne doit pas s'ingérer dans le conflit en Syrie, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'une réunion avec les députés de la Douma (chambre basse du parlement russe).

"Quant à la question de savoir si je considère nécessaire de faire contrepoids aux Etats-Unis en Syrie et d'y assurer une présence militaire, cette question fait allusion à une intervention militaire russe dans ce pays afin de participer aux hostilités, et j'y réponds non. Je crois que cela ira à l'encontre des intérêts fondamentaux de la Russie", a indiqué M.Lavrov.

Mardi 13 mars, le vice-ministre russe de la Défense Anatoli Antonov a nié la présence de forces spéciales ou de conseillers militaires russes en Syrie.

Selon le chef de la diplomatie russe, la Russie s'efforce "quotidiennement" d'obtenir que la Syrie "prenne des mesures pour calmer la situation". Mais Bachar el-Assad n'a "malheureusement pas toujours suivi nos conseils", a déploré M. Lavrov. Le conflit syrien, prévient-il, pourrait s'étendre ailleurs au Moyen-Orient, entre sunnites et chiïtes. "Cela pourrait finir par une grande explosion, impliquant l'Irak et l'Iran", estime-t-il.

14/03/2012

<http://fr.rian.ru/world/20120314/193892718.html>

[Moscou critique les démarches de l'Arabie saoudite.](#)

La décision de l'Arabie saoudite de retirer les effectifs de son ambassade en Syrie est contraire à l'esprit du règlement de la situation dans ce pays, a déclaré vendredi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov.

"De telles démarches ne correspondent pas à nos idées visant à établir une compréhension, à atteindre une détente", a dit M.Bogdanov devant les journalistes.

Le 14 mars, l'Arabie Saoudite a fermé son ambassade à Damas et retiré tous ses diplomates et effectifs en raison de la poursuite de la répression de l'opposition au régime en place. Le Bahreïn a suivi jeudi son exemple. Le Qatar, le Koweït, Oman, les Emirats arabes unis ont fait de même vendredi.

Selon le secrétaire général du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe, Abdul Latif al-Zayani, les pays membres du CCG dénoncent ainsi les actions du régime de Bachar el-Assad qui "tue et fait souffrir le peuple syrien désarmé".

Par ailleurs, Moscou juge inadmissibles les affirmations de certains pays occidentaux selon lesquelles le régime du président syrien Bachar el-Assad aurait perdu sa légitimité, a déclaré vendredi lors d'un point-presse le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov.

"Les affirmations faisant état de l'illégitimité (du régime syrien) ou de la nécessité d'interrompre les relations (avec la Syrie), sont inacceptables", a indiqué le responsable.

Selon lui, des déclarations de ce genre ne contribueront pas à un règlement pacifique de la crise syrienne.

"À notre avis, ces affirmations sont contre-productives, car elles créent au sein de l'opposition l'impression qu'il n'y a aucune raison de mener un dialogue et qu'il faut compter sur l'aide de l'Occident

et de l'Otan, comme en Libye. Nous estimons que cette position est absolument inacceptable et peut avoir des conséquences très graves pour les Syriens et pour la région en général", a fait remarquer M.Bogdanov.

16/03/2012

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=55059&cid=19&fromval=1&frid=19&seccatid=33&sl=1>

9 Les actions dans le monde

Pays

Israël

[Le régime israélien est prêt à soutenir les opposants syriens.](#)

Tzahi Moshe,- porte-parole du ministre des Affaires étrangères - : « Le régime israélien est prêt à soutenir l'opposition au gouvernement syrien ».

Avigdor Lieberman, a annoncé qu'Israël était prêt à envoyer des aides aux groupes rebelles en Syrie. Il a précisé que ces aides pourraient être acheminées par l'intermédiaire des Nations unies ou d'autres organisations internationales pour les groupes armés en Syrie.

04/03/2012

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/173910-le-r%C3%A9gime-isra%C3%A9lien-est-pr%C3%AAt-%C3%A0-soutenir-les-opposants-syriens>

Vénézuela

Le parlement vénézuélien vote à l'unanimité sur une décision pour se solidariser avec la Syrie face au complot tramé contre elle.

Caracas / L'Assemblée nationale de Venezuela /le parlement/ a voté lors d'une séance tenue hier, à l'unanimité sur une décision présentée par des parlementaires d'origine syrienne pour se solidariser avec la Syrie face au complot conduit par les Etats-Unis pour porter atteinte à ses positions soutenant la résistance et les mouvements de la libération arabes et mondiaux.

Le député, Diosdado Cabello, président de l'Assemblée nationale du Venezuela, a affirmé que le Venezuela, parlement, gouvernement et peuple, appuie le gouvernement et le peuple syrien, soulignant que le peuple syrien affronte un complot impérialiste.

De son côté, le député Yul Jabbour, président de la commission d'amitié parlementaire syro-vénézuélienne, qui a présenté le projet de décision de solidarité avec le gouvernement et le peuple syrien au Parlement vénézuélien, a fait noter que ce projet ne vise pas seulement à se solidariser avec la Syrie, mais à démasquer les plans impérialistes qui ont pour but d'obliger la Syrie à payer le prix de ses positions nationales et patriotiques soutenant la résistance nationale légitime et les droits des peuples à l'autodétermination.

M. Jabbour a mis l'accent sur la fermeté de la Syrie, direction, peuple et armée face à l'ennemi qui tente à provoquer la sédition et à affaiblir le gouvernement syrien pour émietter la région et dominer ses richesses.

Pour sa part, M. Julio Chavez, vice-président de la commission du pouvoir populaire et des médias, a indiqué que ce qui se passe en Syrie est un chapitre de la conspiration dont le Venezuela avait souffert depuis l'an 2002, soulignant que le peuple syrien via ses positions courageuses soutenant le gouvernement va faire échouer le complot dirigé par l'impérialisme et Israël.

Le député Adel Zghir, président de FEARAB, a parlé de la manière du développement de la crise en Syrie et du train de réformes lancé par la direction syrienne pour couper la route devant l'opposition qui n'est pas intéressée de la réforme et qui est liée à un plan extérieur.

A. Chatta / L.A.

14 Mar 2012

10 Les réactions dans le monde

USA

Mouna Alno-Nakhal : Les Etats-Unis ont reconnu l'infiltration d'Al-Qaida en Syrie... Quelles en sont les conséquences ? (As-Safir)

(NdT) Puisque le citoyen français ordinaire ne peut plus jamais se faire entendre, sa voix couverte par la propagande médiatique, nous empruntons ces quelques lignes d'une « lettre ouverte à Alain Juppé sur la Syrie », postée le 10 Février, sur le blog de Monsieur [Yves-Marie LAULAN](#) éminent géopoliticien et Président du Cercle des Libertés républicaines :

« Mon cher Alain, ... Vous vous interrogez tantôt sur la raison pour laquelle ces coquins de Chinois et ces fripons de Russes avaient proprement torpillé le 4 février dernier votre projet de résolution sur la Syrie à l'ONU.

Permettez-moi de vous éclairer sur ce point

Ils vous ont tout simplement rendu la monnaie de la pièce.

Car, rappelez-vous, vous les aviez proprement « roulés dans la farine » avec la fameuse résolution 1973 de l'ONU qui vous autorisait à bombarder, du haut des airs, la Libye du colonel Kadhafi pour « sauver des vies humaines ». Pourquoi pas ? L'humanitaire qui fait pleurer les chaumières fait toujours recette dans nos médias.

Mais vous en avez profité, toute honte bue, et au mépris du droit international, pour écraser ce malheureux pays sous un tapis de bombes (et ce, avec l'aide occulte des Etats-Unis sans laquelle nos forces n'auraient pas tenu plus de 15 jours, faute de carburant et de munitions, sans compter la destruction des batteries antiaériennes de la Lybie sans laquelle nos forces aériennes auraient sans doute subi des pertes insupportables).

Mais, allant plus loin dans votre logique, vous avez cherché le renversement du régime, et même autorisé indirectement l'assassinat par une foule déchaînée du Colonel Kadhafi, certes, personnage fort peu recommandable, mais quand même. Pour un ministre qui invoque à tout propos « l'honneur de la France » et pour un président qui se réfère à tout instant aux droits de l'homme, avouez que cela n'est pas trop mal... »

Mise à part une certaine condescendance vis-à-vis de ces sociétés méditerranéennes qu'il considère globalement comme tribales... qu'il soit remercié pour son courage et son audace, là ou d'autres éminentes personnalités françaises cherchent à nous convaincre qu'en matière de politique étrangère, Monsieur le Président Sarkozy est... génial !

Monsieur Laulan conclut sa lettre par le conseil suivant : « *Laissez donc les Russes, et pourquoi pas les Chinois, se débrouiller comme ils l'entendent puisqu'ils ont la prétention de s'immiscer dans cette inextricable affaire* ». Conseil qui pourrait permettre une « solution politique » de la crise syrienne, comme nous l'explique Sami Kleib, journaliste et homme du sérail en matière d'analyse géopolitique sur le Proche-Orient.

Mouna Alno-Nakhal

23/02/2012

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19